Rapport 2019

Fédération Française
de l'Assurance

sommaire

Avant-propos
PAGE 4

1
L'environnement économique et financier
PAGE 6

2
Le secteur de l'assurance en 2019
PAGE 8

3
L'activité des assurances de personnes en 2019
PAGE 9

4 L'activité des assurances de biens et de responsabilité en 2019 PAGE 15

5 L'activité financière de l'assurance en 2019 PAGE 20

6 L'activité des assureurs français à l'international PAGE 24

Cahier statistique PAGE 26

Avertissement : les données relatives à l'année 2019 sont provisoires et arrêtées à la date du 22 juillet 2020.

Avant-propos

Florence LUSTMAN,
Présidente de la Fédération
Française de l'Assurance

C'est dans un contexte très particulier que nous publions cette année le rapport annuel d'activité 2019 de l'assurance française. Comme pour des millions de personnes et d'entreprises à travers le monde, la Covid-19 a profondément bousculé les assureurs et les a mobilisés sur des problématiques auxquelles jamais ils n'auraient imaginé être confrontés.

Au moment où j'écris ces mots, l'assurance est l'un des secteurs les plus engagés dans la solidarité nationale. Ces derniers mois, les assureurs ont versé plus de 2,3 milliards d'euros au-delà de leurs contrats pour venir en aide aux personnes et entreprises les plus touchées par la crise. À cela s'ajoute leur plan d'investissement « Assureurs-Caisse des Dépôts Relance Durable » de 1,5 milliard pour soutenir la reprise ; s'inscrivant totalement dans leur rôle d'investisseurs de long terme, il profitera prioritairement aux PME et TPE françaises dans le tourisme et la santé, deux secteurs clefs pour notre pays.

À l'aune de cette situation inédite, les chiffres de l'année 2019 peuvent déjà apparaître éloignés de nos problématiques actuelles. Ils disent pourtant des choses essentielles sur l'assurance française et le monde d'aujourd'hui ; j'en tire, pour ma part, trois grands enseignements.

Le premier, c'est que les assureurs sont encore restés l'an dernier totalement mobilisés aux côtés des sinistrés d'événements climatiques. En 2019, 4 milliards d'euros ont été versés à ce titre, notamment à cause de fortes sécheresses qui ont représenté 735 millions d'euros. La recrudescence des événements climatiques de grande ampleur nous oblige à nous adapter rapidement et à faire de la prévention un des piliers fondamentaux de notre métier.

Deuxième enseignement, dans un contexte de taux historiquement bas, les assureurs français ont prouvé leur solidité en 2019, avec un ratio moyen de solvabilité de 259 % en assurance-vie et 270 % en assurance non-vie. Une solidité qui, comme nous l'avons vu, s'est avérée indispensable pour traverser la crise et pour participer pleinement à la reconstruction de l'économie française.

Enfin, l'année 2019 conforte le rôle essentiel des assureurs dans le financement de l'économie. La valeur des placements a augmenté de 8,5 %, les placements sous gestion atteignant pour la première fois 2 600 milliards d'euros. Sur cette somme, 60 % sert à financer des entreprises… preuve, encore une fois, que l'assurance irrigue l'économie réelle au quotidien et finance les progrès de demain.

L'environnement économique et financier

EN 2019, LA REPRISE DE POLITIQUES MONÉTAIRES ULTRA-ACCOMMODANTES DES DEUX CÔTÉS DE L'ATLANTIQUE A TIRÉ DAVANTAGE ENCORE LES TAUX D'INTÉRÊT VERS LE BAS…

En zone euro, l'année 2019 aura été marquée par un nouveau ralentissement du produit intérieur brut (+1,3 % après +1,9 % en 2018), par un ralentissement des prix ainsi que par une poursuite de la baisse du taux de chômage (7,3 % en décembre), qui retrouve ses niveaux d'avant la grande récession de 2008-2009. De l'autre côté de l'Atlantique, l'économie américaine a également marqué le pas, d'une ampleur moins importante toutefois. La croissance du PIB s'est ainsi établie à 2,3 % (après 2,9 % en 2018), l'inflation est repassée sous la cible des 2 %, et le taux de chômage a confirmé son ancrage sous le seuil historique des 4 %, au plus bas depuis 1969. Pour la deuxième année consécutive, l'économie américaine enregistre une croissance supérieure à celle de la zone euro. Le conflit commercial entre Pékin et Washington, le Brexit, l'instabilité politique en Italie ou encore les perspectives de ralentissement de l'économie mondiale ont conduit une fois de plus les banques centrales des deux côtés de l'Atlantique à reprendre leurs politiques monétaires accommodantes, effectuant un véritable virage monétaire. A partir de l'été 2019, la Réserve fédérale américaine (Fed) a baissé pour la première fois depuis 2008 ses taux à trois reprises et a entrepris l'achat de bons du Trésor américains de moins d'un an afin de fournir aux marchés la liquidité suffisante. En effet, le marché interbancaire collatéralisé américain a connu un épisode d'assèchement de liquidités, obligeant la Fed à intervenir pour pallier à tous risques de déficience ponctuelle. A partir de début novembre, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé la reprise de son programme d'achat de dettes privées et publiques de 20 Md€ par mois. Un programme auquel l'institution avait mis fin en décembre 2018. En outre, elle a abaissé, pour la première fois depuis mars 2016, son taux de facilité de dépôt de -0,4 % à -0,5 %. Consciente des effets négatifs sur les banques, elle a mis en place un mécanisme d'exonération partielle des taux négatifs d'une partie de leurs dépôts excédentaires ainsi qu'une augmentation de la durée des prêts ciblés à long terme (trois

Chiffres clés de l'environnement économique et financier en France

TAUX 3 MOIS
-0,38 %

TAUX 10 ANS
0,12 %

CAC 40
5 978 pts
(+26,4 %)

PIB EN VALEUR (EN MD€)
2 425,7 (+2,8 %)

CROISSANCE DU PIB EN VOLUME
+1,5 %

CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES
+1,5 %

CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES
+3,6 %

CROISSANCE DU REVENU DISPONIBLE BRUT
+3,1 %

TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES
15,0 %

Niveau au 31 décembre 2019 ou évolution
Sources : Banque de France, Euronext, Insee.

ans au lieu de deux).
Dans ces conditions, les taux de court terme se sont enfoncés un peu plus en territoire négatif. L'Euribor à 3 mois se situe ainsi fin 2019 au seuil historiquement bas de –0,38 % contre –0,31 % fin 2018. Les taux d'intérêt de long terme ont été entraînés, pour leur part, dans une véritable spirale baissière à partir de l'été 2019. L'OAT à 10 ans, qui est passé pour la première fois de son histoire en 2019 en territoire négatif, a toutefois réussi à se reprendre pour terminer l'année à 0,12 %, en baisse toutefois de 59 points de base par rapport à fin 2018. En moyenne sur l'année, l'OAT se situe à 0,13 %, après 0,78 % en 2018.

...ET LES MARCHÉS BOURSIERS VERS LE HAUT

Après avoir enregistré sa plus mauvaise année depuis dix ans, l'indice Cac 40 réussit à se reprendre en enregistrant sa meilleure performance depuis 1999 (+26,4 % en 2019). Il a même franchi temporairement le seuil symbolique des 6 000 points en décembre, niveau qui n'avait été dépassé qu'à deux reprises dans le passé : en 2000, année de la bulle internet et en 2007, année qui précéda la crise des subprimes. La hausse de 2019 est d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit dans un contexte de ralentissement de l'activité économique sur fond de guerre commerciale sino-américaine et de Brexit. Le soutien sans faille des banques centrales et l'espoir d'un accord partiel, dit de phase 1 entre Washington et Pékin, ont ainsi permis aux places financières mondiales de surperformer en 2019 avec des records pour les principaux indices boursiers américains.

LE TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES S'INSCRIT EN HAUSSE

Après une croissance de 1,8 % en 2018, l'économie française a une nouvelle fois ralenti avec une croissance ne s'élevant qu'à 1,5 % en 2019. Fait notable, comme en 2017 et en 2018, ce n'est pas la consommation des ménages qui a été la principale locomotive mais l'investissement des entreprises. Avec l'accélération du pouvoir d'achat des ménages liée aux mesures mises en place pour répondre à la crise des gilets jaunes, le taux d'épargne des ménages augmente fortement pour s'établir à 15,0 %.

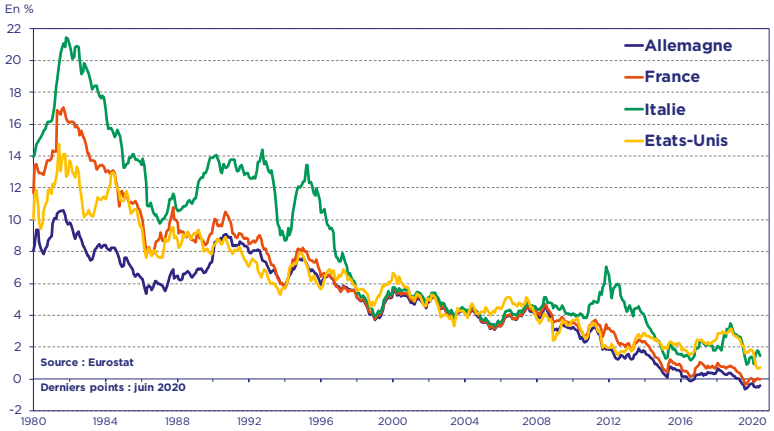
TAUX D'ÉPARGNE FINANCIÈRE DES MÉNAGES
4,6 %

FLUX D'ENDETTEMENT HABITAT DES MÉNAGES
69,1 Md€

INFLATION (MOYENNE ANNUELLE)
+1,1 %

TAUX DE CHÔMAGE (AU SENS DU BIT, MOYENNE ANNUELLE)
8,4 %

Taux d'intérêt des obligations à 10 ans



Le secteur de l'assurance en 2019

En 2019, le chiffre d'affaires du secteur de l'assurance affiche une croissance de 3,8%. Cette croissance est un peu plus élevée en assurance de biens et de responsabilité (+4,2%) qu'en assurance de personnes (+3,7%).

Dans le détail, ce sont les cotisations en assurances santé et prévoyance qui affichent la plus forte croissance (+4,8%), tandis que les cotisations en assurance vie et capitalisation progressent de 3,5%. En assurances de biens et de responsabilité, ce sont surtout les cotisations des assurances de professionnel qui accélèrent. Les assurances de particuliers affichent quant à elles une croissance plus modérée.

Chiffres clés de l'assurance - affaires directes France

Source: FFA

	2018 en Md€	2019 en Md€	Évolution
Cotisations (ensemble)	**219,6**	**227,9**	**+3,8%**
Cotisations en Assurances de personnes	**163.4**	**169,4**	**+3,7%**
• dont Vie et capitalisation	139,7	144,6	+3,5%
• dont Maladie et accidents corporels	23,7	24,8	+4,8%
Cotisations en Assurances de biens et de responsabilité	**56,2**	**58,6**	**+4,2%**
• dont Particuliers	35,5	36,9	+3,8%
• dont Professionnels	20,7	21,7	+5,0%

L'activité des assurances de personnes en 2019

En 2019, les cotisations des assurances de personnes sont en progression de 3,7 % et s'établissent à 169,4 Md€ en affaires directes France.
Cette évolution est marquée par une progression des cotisations d'assurance vie et des bons de capitalisation pour un montant de 144,6 Md€ (+3,5 %) et une progression plus soutenue des cotisations relatives aux assurances santé et prévoyance (maladie et accidents corporels non automobile) qui atteignent 24,8 Md€ (+4,8 %).
Par ailleurs, les prestations en assurance vie et capitalisation (122,7 Md€) sont en hausse de 3,8 %.
La charge des prestations en assurance maladie et accidents corporels s'établit à 18,9 Md€, en progression beaucoup plus soutenue que l'année précédente (+7,8 % après +3,2 % en 2018).

Chiffres clés de l'assurance de personnes - affaires directes France

Source : FFA

	2019 en Md€	Évolution
Cotisations	**169,4**	**+3,7 %**
Vie et capitalisation	**144,6**	**+3,5 %**
• Supports euros	104,4	+3,5 %
• Supports unités de compte[1]	40,1	+3,4 %
Maladie et accidents corporels	**24,8**	**+4,8 %**
• Soins de santé	13,4	+5,6 %
• Incapacité-Invalidité-Dépendance-Décès accidentel	11,4	+3,8 %
Prestations	**141,6**	**+4,3%**
Vie et capitalisation	**122,7**	**+3,8 %**
• Supports euros	96,9	-3,7 %
• Supports unités de compte[1]	25,8	+46,6 %
Maladie et accidents corporels[2]	**18,9**	**+7,8 %**
• Soins de santé	10,7	+5,7 %
• Incapacité-Invalidité-Dépendance-Décès accidentel	8,2	+10,6 %
Collecte nette (vie et capitalisation)	**21,9**	**+1,9 %**
• Supports euros	7,6	n.s.
• Supports unités de compte[1]	14,3	-32,5%
Encours[3] (vie et capitalisation)	**1782,8**	**+5,3 %**
Provisions mathématiques	1722,1	+5,1%
• Supports euros	1331,1	+2,6 %
• Supports unités de compte[1]	391,0	+14,6 %
Provisions pour participation aux bénéfices	60,6	+12,5 %

(1) Y compris les supports Eurocroissance - (2) Charge des prestations -
(3) Provisions mathématiques + provisions pour participation aux bénéfices

LES CONTRATS D'ASSURANCE VIE ET DE CAPITALISATION

Le marché

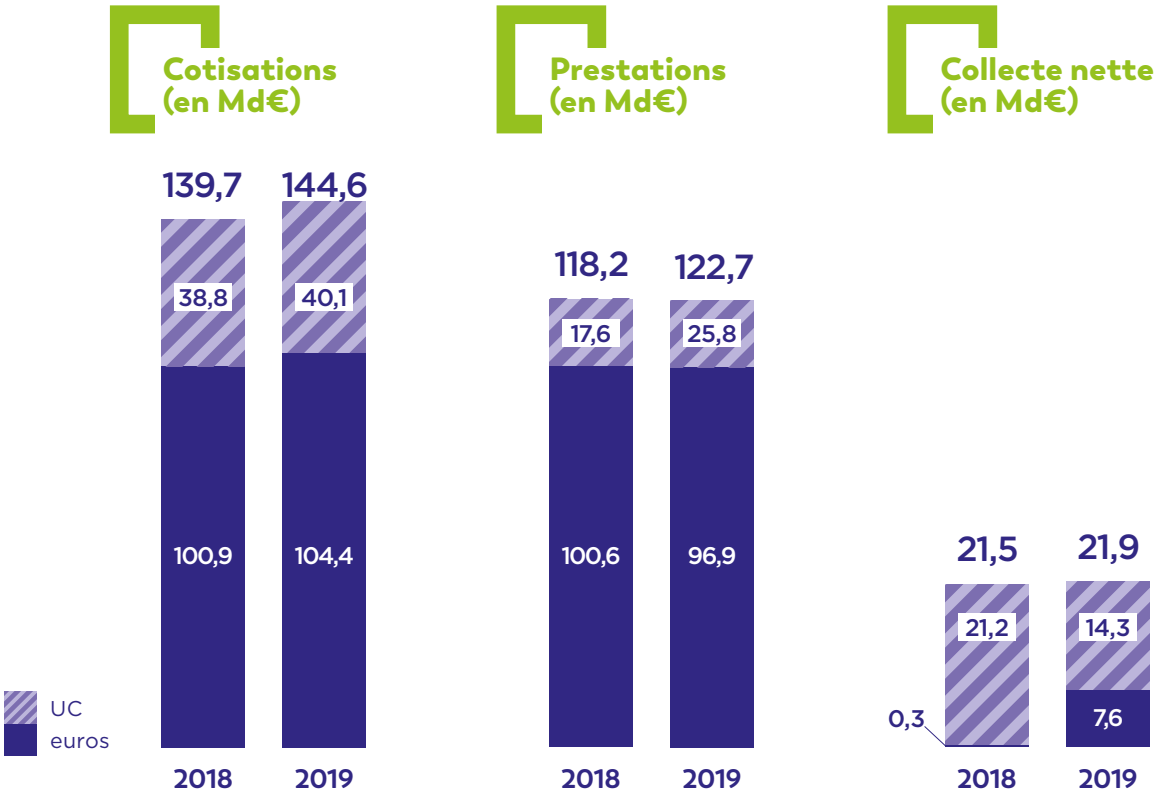
En 2019, les cotisations des contrats d'assurance vie et de capitalisation sont en hausse de 3,5 % par rapport à 2018, et s'établissent à 144,6 Md€ (affaires directes France).

L'année 2019 est marquée par une progression des cotisations investies sur des unités de compte (+3,4 %, à 40,1 Md€) sensiblement la même que celle des versements sur les supports en euros (+3,5 %, à 104,4 Md€). La part des supports en unités de compte dans les cotisations s'établit à 28 %, niveau identique à celui de 2018.

Dans le même temps, les prestations enregistrent une progression de 3,8 % par rapport à l'année précédente et s'établissent à 122,7 Md€. Elles représentent 7 % des encours à fin décembre 2019.

Le rapprochement des cotisations aux prestations conduit à une collecte nette positive sur l'année 2019 de 21,9 Md€, soit un montant légèrement supérieur à celui de l'année 2018 (21,5 Md€). Cette collecte nette a été orientée majoritairement vers les supports en unités de compte : 14,3 Md€ contre 7,6 Md€ pour la collecte nette des supports en euros.

Les provisions mathématiques progressent de 5,1% et atteignent 1722,1 Md€ au 31 décembre 2019. Les supports unités de compte représentent 23 % de ces provisions (391,0 Md€) et sont en forte hausse sur l'année (+14,6 %), bénéficiant de la bonne tenue des marchés boursiers. La provision pour participation aux bénéfices progresse vivement. Fin 2019, elle atteint 60,6 Md€, en hausse de 12,5 %.



Les rendements de l'assurance vie

En 2019, le taux de rendement des supports euros est estimé à 1,5 %. Dans un contexte où les taux d'intérêt ont atteint de nouveaux plus bas historiques, le rendement a baissé sur l'année (-30 pdb) après la stabilité observée en 2018 et le recul quasi-continu des 5 dernières années (–22 pdb en moyenne par an sur cette période). Les assureurs pâtissent ainsi de l'environnement de taux qui tire les revenus des obligations qu'ils détiennent vers le bas.

Pour autant, l'assurance vie continue de servir une rémunération compétitive tout en préservant l'avenir via l'accroissement des réserves. En effet, l'assurance-vie procure de meilleurs rendements que l'épargne réglementée. En outre, les assureurs ont doté la provision pour participation aux bénéfices (PPB) pour la 8e année consécutive. Cette PPB atteint désormais 4,5 % des provisions mathématiques (4,2 % en 2018).

Nette d'inflation, la rémunération des supports euros s'est toutefois inscrite en hausse en raison de la décélération des prix à la consommation. En effet, l'inflation s'est établie à 1,1 % en moyenne annuelle en 2019, après 1,8 % en 2018.

En 2019, les supports en unités de compte (UC) ont enregistré une performance positive après la baisse de 2018. Estimée à +13,1 % nette de frais, cette performance est la meilleure depuis 2009. Les supports en UC ont ainsi été soutenus essentiellement par la bonne tenue des marchés boursiers en 2019 (+26,4 % pour le Cac 40, +25,5 % pour le Dax et +22,3 % pour le Dow Jones) et la baisse des taux obligataires (OAT –59 pdb, Bund –43 pdb).

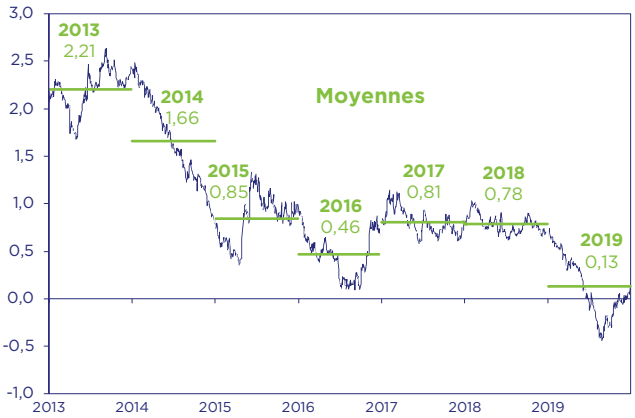
Enfin, la performance nette de frais des supports Eurocroissance est également positive cette année, en raison d'une exposition significative aux actions. Les garanties à terme des différents contrats étant variables, cette performance au niveau du marché masque une grande diversité de situation.

Taux de rendement bruts d'inflation

Sources : FFA 2019(e) / Banque de France / ACPR / Insee
Performances nettes de frais.
* Rendement de l'actif
** Moyenne annuelle.

	2018 en %	2019 en %
Assurance vie supports UC	**-8,9**	**+13,1**
Assurance vie supports Eurocroissance*	**-3,3**	**+6,3**
Assurance vie supports euros	**1,8**	**1,5**
Livret A et LDDS**	0,75	0,75
Livret soumis à l'impôt**	0,3	0,2
Inflation**	1,8	1,1

Des taux historiquement bas



L'assurance dans le patrimoine des ménages

Fin 2019, le patrimoine des ménages[1], qui est composé pour un peu plus de 60 % par des actifs non financiers (immobilier, terrains, objets de valeur…) et pour près de 40 % par des actifs financiers, est estimé à près de 14 000 Md€. Dans ce total, la part de l'assurance s'élève à 16 %.

En 2019, l'encours des placements financiers des ménages enregistre une progression notable de 9 % puisqu'il faut remonter à 2006 pour retrouver une augmentation plus importante. L'assurance représente 40 % du patrimoine financier des ménages, devant les titres (31%), les liquidités (24 %) et l'épargne contractuelle (5 %).

D'après les comptes financiers provisoires de la Banque de France, le flux de placements financiers des ménages se serait établi à 140 Md€ en 2019, en très nette hausse par rapport à 2018 (97 Md€). Cette forte augmentation s'explique à la fois par le niveau historiquement élevé atteint par l'endettement des ménages ainsi que par la hausse du taux d'épargne financière lui-même soutenu par les gains de pouvoir d'achat enregistrés par les ménages en 2019. Dans ces conditions, le flux de placements financiers des ménages enregistre un nouveau plus haut historique, dépassant son précédent record de l'année 2006 (138 Md€). L'assurance, qui constituait 40 % de ce flux en 2018, n'en représente plus que 36 % en 2019 mais conforte sa deuxième place derrière les liquidités.

Les liquidités constituent plus de 50 % du flux de placements financiers des ménages en 2019 et ce pour la troisième année consécutive. Ce maintien s'explique par le niveau historiquement élevé atteint par les comptes à vue mais également par les collectes importantes enregistrées sur les livrets soumis à l'impôt et le livret A. La part de l'épargne contractuelle, quant à elle, diminue une nouvelle fois (3 % après 5 % en 2018). Fait marquant, le PEL enregistre une deuxième année de décollecte.

L'encours d'épargne longue qui regroupe les placements financiers à moyen et long terme tels l'assurance vie, l'épargne contractuelle (PEL, Pep bancaires) et les autres produits d'épargne longue (actions, obligations, épargne salariale…) s'est établi à 4 100 Md€ à la fin de l'année 2019.

Patrimoine des ménages

	2018	2019
Actifs non financiers	**61 %**	**61 %**
Actifs financiers	**39 %**	**39 %**
• dont Assurances	15 %	16 %
• dont Liquidités	9 %	9 %
• dont Titres	11 %	12 %
• dont Épargne contractuelle	2 %	2 %

Flux de placements financiers (en Md€)

	2015	2016	2017	2018	2019
Liquidités	22	34	54	60	77
Épargne contractuelle	23	18	9	5	5
Titres	27	-16	-7	-7	7
Assurances	50	41	38	39	51
Flux	123	77	95	97	140

[1] Le patrimoine des ménages (S14) considéré ici retient le patrimoine non financier et financier, hormis les autres comptes à recevoir ou à payer (F8).

L'ASSURANCE SANTÉ ET LA PRÉVOYANCE

Les organismes d'assurance interviennent en complément des régimes obligatoires dans le remboursement des dépenses de soins et de biens médicaux, le versement d'indemnités en cas d'arrêt de travail, d'invalidité ou de dépendance et le paiement d'un capital ou d'une rente en cas de décès. Ils interviennent aussi comme gestionnaire des régimes obligatoires des travailleurs non-salariés et des agriculteurs. Pour ces derniers, les garanties de base contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ont été transférées à la Sécurité sociale le 1er avril 2002 mais les exploitants agricoles conservent le choix de l'organisme gestionnaire. Par ailleurs, ces organismes d'assurance couvrent les accidents du travail de personnes non prises en charge par la Sécurité sociale, par exemple le personnel des collectivités locales ou les professions libérales.

Le financement des dépenses de soins et de biens médicaux

En 2018, la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) s'élève à 203,5 Md€, en hausse de 1,5 % sur un an (après +1,7 % en 2017).

Avec 161,8 Md€ versés en 2018 (+1,8 % sur un an), la Sécurité sociale (régime général et régimes spéciaux), l'État et les collectivités locales interviennent pour 79,6 % dans le financement des dépenses de soins et de biens médicaux, en augmentation de 0,2 point par rapport à 2017.

Les prestations versées par les organismes complémentaires s'élèvent à 27,3 Md€ en 2018. Ce montant est en hausse de 3,9 % sur un an, soit une croissance supérieure à celle de l'ensemble de la CSBM. Ce dynamisme concerne en particulier l'optique (+6,6 %) en lien avec la généralisation de la complémentaire santé, et les soins de ville (+4,1 %) avec notamment les soins dentaires (+4,4 %) et ceux des auxiliaires médicaux (+6,9 %). Ainsi, la part financée par ces organismes augmente de 0,3 point et s'établit à 13,4 %.

Quant au reste à charge des ménages, il s'élève à 14,3 Md€, en baisse de 5,3 % sur un an. Il représente désormais 7,0 % de la CSBM, part qui recule pour la dixième année consécutive (-2,3 points depuis 2008).

Prestations versées au titre des dépenses de soins et de biens médicaux (en Md€)

Source : DREES, Les dépenses de santé en 2018 – Résultats des comptes de la santé.

	2014	2015	2016	2017	2018
Régimes obligatoires	149,2	151,8	155,7	159,0	161,8
Organismes d'assurance	25,5	25,9	26,3	26,3	27,3
• dont sociétés d'assurance	7,1	7,2	7,5	7,7	8,3
Ménages	15,5	15,2	15,1	15,1	14,3
Ensemble	190,2	192,9	197,1	200,5	203,5

L'activité des assurances de biens et de responsabilité en 2019

En 2019, les cotisations des assurances de biens et de responsabilité s'établissent à 58,6 Md€ en affaires directes France. Elles progressent de 4,2 % sur l'année. Cette évolution masque des croissances contrastées. Elle est particulièrement dynamique en assurance transport (+11,7 %), en crédit-caution (+11,3 %), en pertes pécuniaires (+7,1%), en assistance (+6,1%), en construction (+5,5 %) et en dommages aux biens des particuliers (+4,3 %). Elle est plus mesurée en assurance automobile et en protection juridique (+3,1%).

Le ratio combiné (rapport des prestations versées, des dotations aux provisions pour sinistres et des frais généraux au total des cotisations) de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité s'établit à 97,6 % en 2019. Il se dégrade légèrement de 0,1 point par rapport à l'année précédente principalement en raison d'une dotation aux provisions. Cette dotation est principalement concentrée dans les branches Automobile et Cat Nat, en raison d'un environnement de taux encore plus bas et d'épisodes répétés de sécheresse.

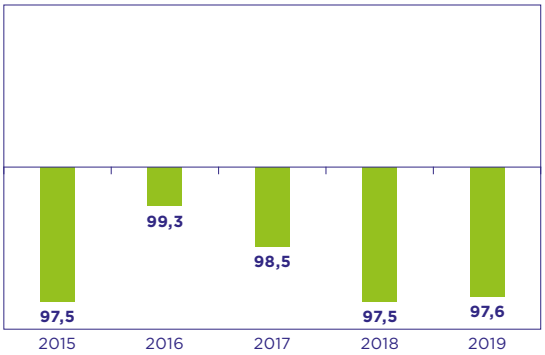
Chiffres clés de l'assurance de biens et de responsabilité - affaires directes France

Source: FFA

	2018 en Md€	2019 en Md€	Évolution
Cotisations	**56,2**	**58,6**	**+4,2%**
Automobile	22,1	22,8	+3,1%
Biens particuliers	10,8	11,3	+4,3%
Biens professionnels et agricoles	7,9	8,2	+3,8%
Responsabilité civile générale	3,7	3,8	+4,7%
Construction	2,2	2,3	+5,5%
Transports	0,9	1,1	+11,7%
Catastrophes naturelles	1,6	1,7	+3,0%
Protection juridique	1,4	1,5	+3,1%
Crédit-caution	1,3	1,4	+11,3%
Assistance	2,2	2,3	+6,1%
Pertes pécuniaires	2,1	2,2	+7,1%

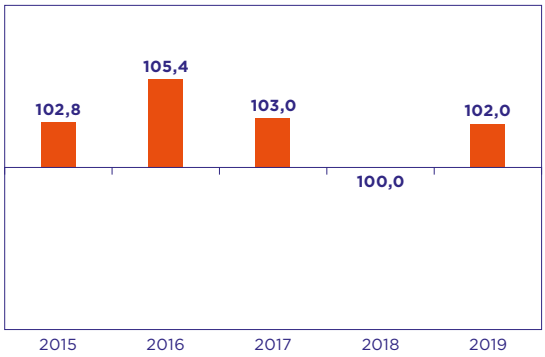
Ratio combiné* en Assurances de Biens et de Responsabilité

* net de réassurance



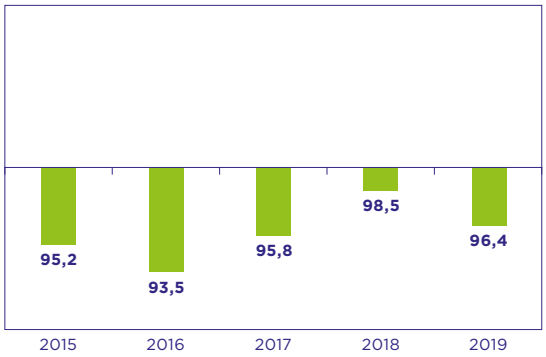
Ratio combiné* en Automobile

* net de réassurance



Ratio combiné* dommages aux biens des particuliers

* net de réassurance



AUTOMOBILE

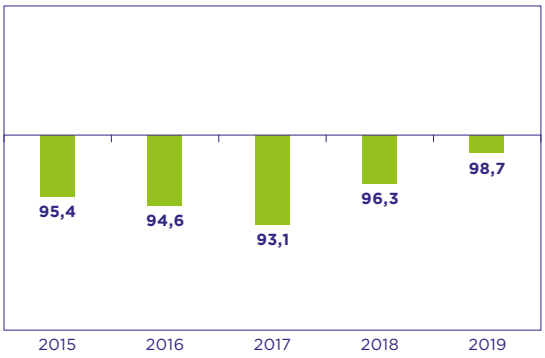
En 2019, le chiffre d'affaires de l'assurance automobile progresse de 3,1 %, croissance inférieure à celle enregistrée l'année précédente. Elle est portée notamment par la croissance de +5,3 % des cotisations des contrats flottes.
En termes de sinistralité, quelle que soit la garantie, les fréquences de sinistres s'améliorent. La quasi-stabilité des indicateurs de la Sécurité Routière (+0,3 % du nombre de tués en 2019 ; +1,2 % pour le nombre de blessés) est globalement en ligne avec l'évolution de la fréquence des sinistres RC corporels (–1,2 %). Les fréquences Bris de glaces et Vol connaissent une amélioration plus nette (respectivement -6,3 % et -4,2 %). À l'image des années précédentes, l'augmentation des coûts moyens dont celui sensible des pièces détachées, contrebalance le recul des fréquences. Au global, la charge des prestations de la branche automobile atteint 18,7 Md€ contre 17,6 Md€ en 2018. Elle est également poussée à la hausse en raison de l'environnement de taux encore plus bas et pour plus longtemps (cf. supra).
En conséquence, le ratio combiné net de réassurance se dégrade. Il s'établit à 102,0 %, en hausse de 2,0 points de pourcentage par rapport à 2018.

DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS

En 2019, les cotisations du marché de l'assurance des dommages aux biens des particuliers progressent de 4,3 %, en nette accélération par rapport à 2018 (+2,5 %). Le nombre de contrats multirisque habitation est en hausse de 2,1 % sur l'année.
La charge des prestations croît dans une moindre mesure, à 7,8 Md€ (après 7,6 Md€ en 2018, soit +2,4 %), sous l'effet notamment d'une hausse sensible des sinistres relevant de la garantie Tempête, Grêle et poids de la Neige (TGN) tandis que l'année a enregistré de moindres dégâts des eaux. Ainsi, le ratio combiné comptable net de réassurance s'améliore. Il s'établit à 96,4 %, en baisse de 2,1 points par rapport à 2018.

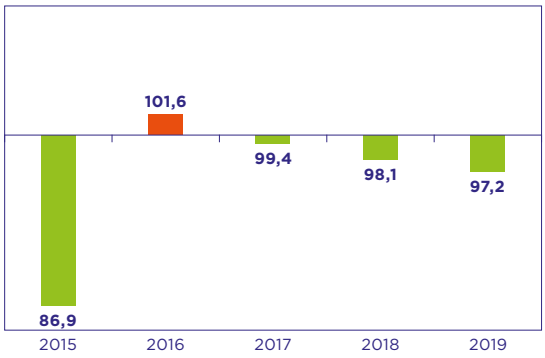
Ratio combiné* dommages aux biens professionnels et agricoles

* net de réassurance



Ratio combiné* RC générale

* net de réassurance



DOMMAGES AUX BIENS DES PROFESSIONNELS ET AGRICOLES

Après plusieurs années d'augmentation modérée (hausse annuelle moyenne de 1% sur la période 2014-2017), la croissance des cotisations du marché des dommages aux biens des professionnels s'accélère pour s'établir à 3,8% en 2019 après 3,2% en 2018.
La sinistralité de la branche progresse sensiblement en raison de la hausse de 37% du coût des sinistres importants. L'année a été affectée par plusieurs épisodes de grêle et de vents tempétueux, qui ont également pesé sur la sinistralité des assurances agricoles. Au total, la charge des prestations s'établit à 5,5 Md€ en 2019, après 4,9 Md€ en 2018. Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 98,7%, en hausse de 2,4 points par rapport à 2018.

RC GÉNÉRALE

Après avoir faiblement progressé en 2018 (+0,7%), les encaissements de la branche augmentent de 4,7% en 2019 pour s'établir à 3,8 Md€. Le marché est très hétérogène, rassemblant des risques aussi différents que la RC Médicale, la RC du Bâtiment ou la RC des Entreprises de fabrication. La charge des prestations s'établit à 2,7 Md€, en hausse de 5,5% par rapport à 2018. Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 97,2%, en baisse de 0,9 point par rapport à 2018.

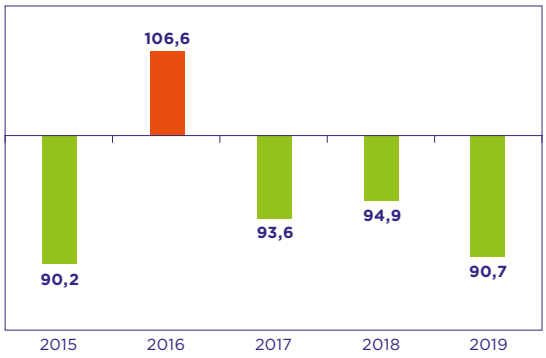
Évolution des sinistres importants, supérieurs à 2 M€ (ensemble multirisques dommages aux biens des professionnels hors agricole et catastrophes naturelles)

Source:FFA

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre	104	96	104	144	140
Coût en M€	508	463	726	836	1146

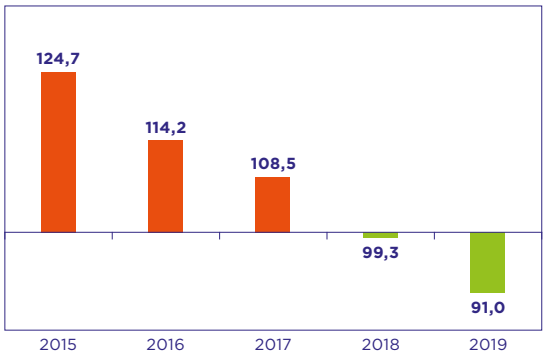
Ratio combiné* transport

* net de réassurance



Ratio combiné* construction

* net de réassurance



TRANSPORT

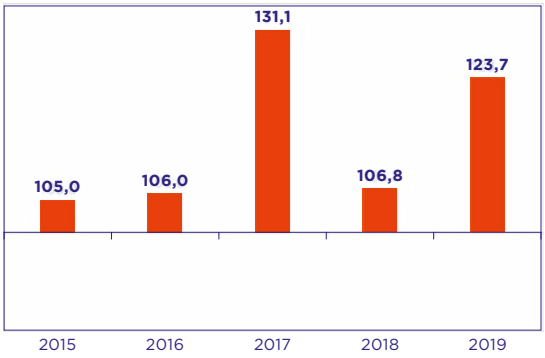
Le marché de l'assurance transport, limité aux affaires directes France, croît fortement en 2019 pour la deuxième année consécutive (+11,7 % pour 1 058 M€ après +11,0 % en 2018).
Toutes affaires confondues (affaires directes et acceptations, France et hors France), le chiffre d'affaires de la branche s'établit à 2,3 Md€, en hausse de 11 % avec, cette année, un léger impact positif dû à l'évolution de la parité euro/dollar (de nombreuses affaires de la branche étant souscrites en dollars).
À taux de change constant, la progression du marché s'établit à 10 % et dissimule des dynamiques contrastées : très forte hausse de la catégorie des corps (+16 %), hausse de 2 % des marchandises transportées et de 20 % de l'assurance aviation qui tire profit du dynamisme du marché de l'assurance aérienne ; a contrario, le spatial est stable. Le ratio combiné net de réassurance s'établit à 90,7 %, en baisse de 4,2 points par rapport à 2018.

CONSTRUCTION

Après plusieurs années consécutives de baisse et dans un marché marqué par de nombreuses défaillances de sociétés opérant en LPS, les encaissements de l'assurance construction poursuivent leur croissance entamée l'année dernière (+5,5 % après +3,4 % en 2018). La RC Décennale progresse de 4,8 % et la Dommages-Ouvrage de 7,1 %. La branche a bénéficié de la bonne tenue de l'activité du bâtiment (production en hausse de 3,2 % en volume) après une année 2018 également en hausse (+2 %).
Les prestations payées sont reparties à la hausse en 2019 après un léger retrait l'année précédente (+6,5 % après –2,0 % en 2018). En revanche, les charges de prestations sont orientées à la baisse. Le ratio combiné recule, passant à 91,0 % en 2019 contre 99,3 % en 2018.

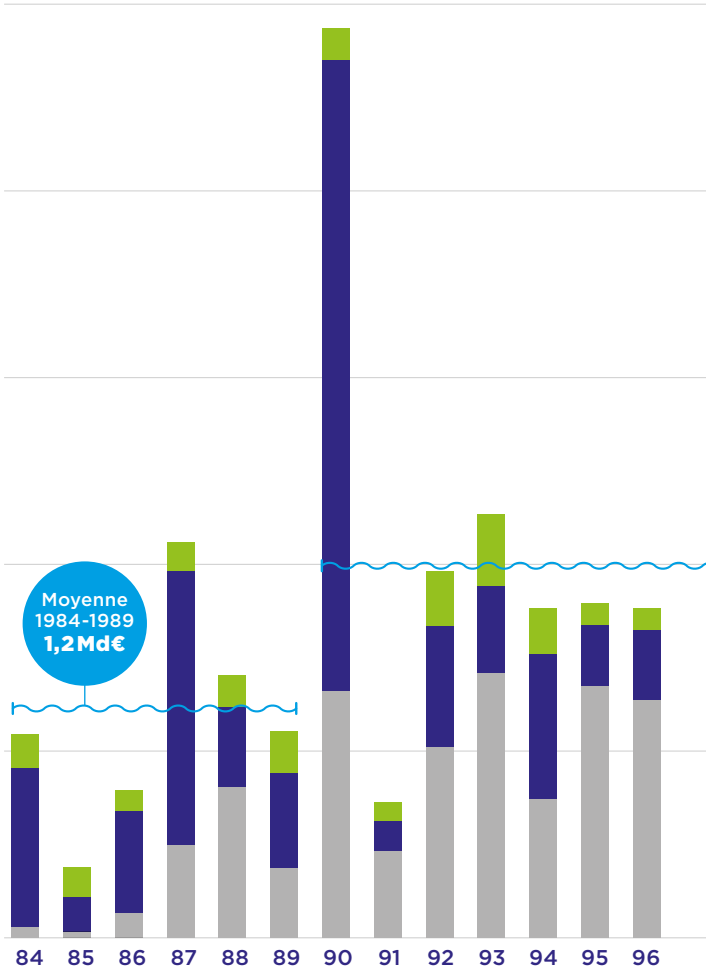
Ratio combiné* catastrophe naturelle

* net de réassurance



LES ÉVÉNEMENTS NATURELS

Sans atteindre la sinistralité record enregistrée par la branche catastrophe naturelle en 2017 (3,0 Md€), consécutive aux ouragans Irma et Maria qui ont touché les Antilles françaises, l'année 2019 est fortement déficitaire et ce pour la cinquième année consécutive. La récurrence, depuis l'exercice 2015, d'épisodes de forte sécheresse dont le coût pour les assureurs dépassent annuellement les 600 M€, fait progresser fortement la charge des sinistres. Les inondations sont également légion et viennent peser sur l'équilibre technique de la branche.
De ce fait, la charge des prestations 2019 de la branche catastrophe naturelle s'établit à 2,2 Md€ (après 1,5 Md€ en 2018). Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 123,7 % en 2019, en hausse de 16,9 points.



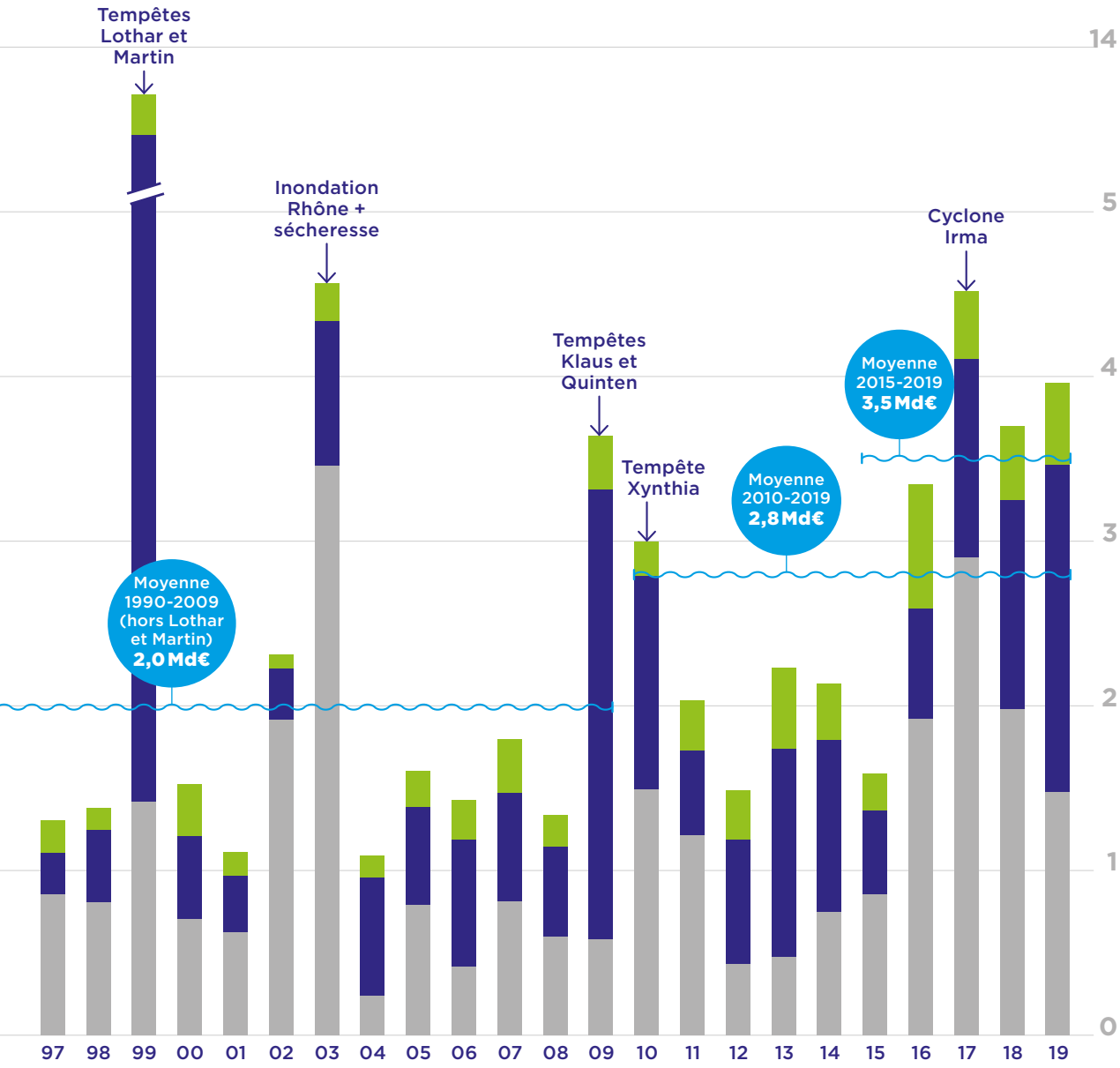
Assurance récoltes
Tempête - Grêle - Neige
Catastrophes naturelles

Sources : FFA. En euros constants 2019.

Les événements climatiques de 2019 (catastrophes naturelles, tempête grêle neige et assurances récoltes)

Sources : CCR et FFA

	Nombre de sinistres	Montant total (en M€)
Ensemble	**-**	**4000**
dont sinistres tempête, grêle et poids de la neige	**nd**	**2000**
dont sinistres mineurs de l'année	**nd**	**1500**
dont sinistres récoltes	**nd**	**500**
Les 5 principaux événements de l'année	**298030**	**2102**
• Intempéries du 15 juin	132050	584
• Épisode méditerranéen des 22-24 octobre	51700	133
• Séisme du Teil du 11 novembre	16730	229
• Inondations du sud-est de fin nov. début déc.	53450	421
• Sécheresse	44100	735



L'activité financière de l'assurance en 2019

LES PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

L'assurance joue un rôle premier dans le financement de l'économie. En 2019, les sociétés d'assurance géraient un portefeuille d'actifs de 2616 Md€. Compte tenu de la nature de l'activité, l'assurance vie (et mixte) représente à elle-seule 90 % de ces placements.

En 2019, la valeur des placements a augmenté fortement, de 8,5 %. En effet, les nouveaux investissements réalisés au cours de l'année conjugués à une performance boursière exceptionnelle ont projeté la valeur des placements sous gestion pour la première fois au-delà des 2600 Md€ (cf. supra). L'assurance vie a bénéficié d'une collecte nette positive de 21,9 Md€. Avec une performance des unités de compte de 13,9 %, l'encours des placements en représentation des contrats UC passe au-dessus du seuil des 400 Md€[1]. Fin 2019, les plus-values latentes s'établissent à 272 Md€, en forte hausse sur l'année (+79 Md€ par rapport à fin 2018). Cette évolution provient de la progression des marchés actions sur l'année, ainsi que du recul des taux d'intérêts et des spreads de crédit. À titre indicatif, les indices Markit Iboxx souverain et corporate euro ont progressé respectivement de 6,7 % et 6,3 % en 2019. Par conséquent, les plus-values latentes actions et obligataires progressent de 29 Md€ et de 45 Md€ respectivement, désormais à 84 Md€ et 156 Md€. De même, les plus-values latentes sur la composante immobilière des portefeuilles progressent du fait d'un marché encore dynamique (+6 Md€, à 32 Md€).

Directement ou indirectement à travers des OPC, plus de 60 % des placements (soit 1581 Md€) financent des entreprises (19 % d'actions, 36 % d'obligations et 5 % d'immobiliers d'entreprises). Les investissements en dettes souveraines représentaient 30 % des encours, dont 337 Md€ de dette négociable de l'État français. Soulignons enfin le dynamisme des investissements immobiliers, dont les placements ont progressé de 13 % sur l'année. Avec 165 Md€ d'encours, ils représentent désormais 6,3 % des placements à fin 2019 (soit +1,8 pp en 3 ans). 55 % des placements correspondent à des investissements en France.

Le soutien aux PME/ETI atteint 91 Md€ en 2019 contre 84 Md€ en 2018. Cette progression de 7 Md€ s'inscrit dans une politique volontariste de gestion des portefeuilles dans un contexte de taux durablement bas, incitant les assureurs à davantage de diversification.

Placements des entreprises d'assurance (en Md€)

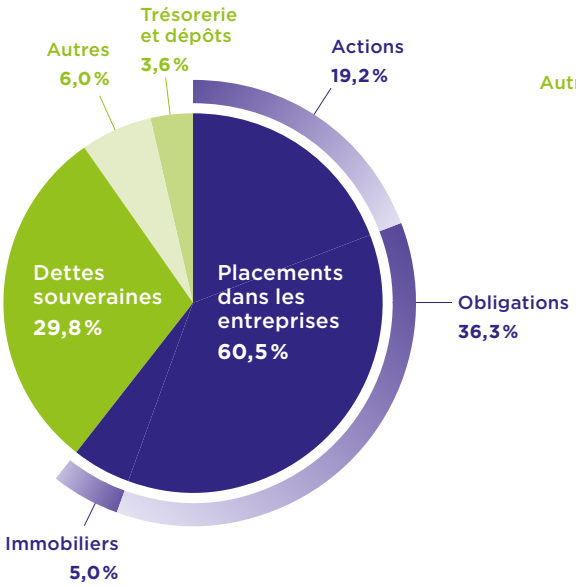
Sources : Etats FR05.01, FFA.

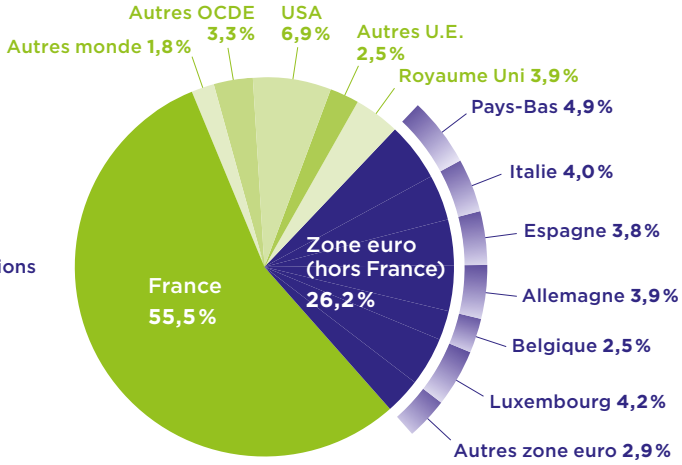
	Fin 2018	Fin 2019	Variation (en %)
Ensemble	**2412**	**2616**	**8,5%**
Dont plus-values latentes	193	272	41,1%
Dont entreprises vie/mixte	**2173**	**2364**	**8,8%**
Dont placements des contrats UC	348	402	15,4%
Dont plus-values latentes	150	223	48,8%
Dont entreprises non-vie	**240**	**252**	**5,1%**
Dont plus-values latentes	42	48	13,9%

[1] Outre les 391 Md€ correspondant aux affaires directes en France, le montant indiqué représente également l'activité des succursales et les acceptations.

Placements des entreprises d'assurance - Répartition* par nature et par pays

*après mise en transparence des OPC.





LES RÉSULTATS

En 2019, les résultats des entreprises d'assurance atteignent 11,2 Md€, contre 12,8 Md€ en 2018. Cette dégradation de 1,6 Md€ provient essentiellement du recul des résultats des entreprises non vie (-1,4 Md€) et, dans une moindre mesure, de la légère baisse des résultats des entreprises vie et mixte (-0,2 Md€).

Pour les **entreprises d'assurance non-vie,** le résultat net s'établit à 3,9 Md€ en 2019 (-27 % par rapport à 2018). La progression des primes acquises nette de réassurance de 3,1 Md€ sur la période a été contrebalancée par l'augmentation des charges de prestations (+2,1 Md€) et des frais généraux (+1,5 Md€). Les ratios combinés des branches Automobile, Dommages aux Biens des professionnels et Cat Nat se sont dégradés (cf. supra). À elles seules, ces trois catégories contribuent à un recul du résultat technique de plus d'un milliard d'euros. Par ailleurs, les produits financiers constatés sont en repli de 0,4 Md€, à 5,1 Md€, du fait notamment du bénéfice en 2018 de reprises de provisions financières importantes. Malgré la dégradation comptable sur le plan technique et financier, l'impôt sur les sociétés a progressé de 0,5 Md€, à 2,4 Md€. En cause notamment l'application de l'article 209 OA du CGI qui réintègre dans les résultats imposables les plus-values latentes de certains OPCVM actions.

Pour les **entreprises d'assurance vie et mixte,** le résultat net s'établit à 7,3 Md€ (-2,7 % par rapport à 2018). La baisse du résultat net provient principalement d'éléments non techniques ou exceptionnels. Les résultats techniques vie progressent de 6 % (+0,5 Md€). En effet, le repli des marges techniques (chargements sur primes, sur encours, sur arbitrages ou écarts favorables de sinistralité) a été compensé par une marge financière en hausse. Comme pour les entreprises d'assurance non-vie, la charge d'impôts sur les sociétés a augmenté mais plus faiblement (+0,2 Md€, à 3,1 Md€).

La rentabilité nette[2] du secteur s'établit ainsi à 7,9 % en 2019 (après 9,4 % en 2018).

[2] résultat rapporté aux fonds propres.

Résultats des entreprises d'assurance (en Md€)

Source : Etats FR03, FFA.

	2018	2019	Variation
Sociétés non vie	**5,30**	**3,88**	**-26,8%**
• Résultat technique	5,78	4,89	-15,4%
• Résultat financier alloué aux fonds propres	1,69	1,69	-0,4%
• Résultat non technique	-2,17	-2,70	24,1%
Sociétés vie / mixtes	**7,52**	**7,32**	**-2,7%**
• Résultat technique	8,53	8,83	3,4%
• Résultat financier alloué aux fonds propres	1,76	1,62	-7,8%
• Résultat non technique	-2,77	-3,12	12,8%
Total Assurance Française	**12,82**	**11,20**	**-12,6%**

LA SOLVABILITÉ DES ENTREPRISES

Mesurée dans le référentiel Solvabilité 2, la solvabilité des entreprises d'assurance françaises s'est améliorée au cours de l'exercice. Ainsi, le ratio pondéré moyen de solvabilité (fonds propres / SCR) sur base individuelle est passé de 211% à 259% en assurance vie et de 272% à 270% en assurance non-vie. En assurance vie, la nette hausse s'explique principalement par le changement règlementaire intervenu en fin d'année permettant aux assureurs d'intégrer prudentiellement dans les fonds propres S2 une large partie de la provision pour participation aux bénéfices.

La qualité des fonds propres disponibles est particulièrement élevée : les fonds propres classés en Tier1 atteignent 86% pour les entreprises vie/mixte et 95% pour les entreprises non-vie.

Eléments de solvabilité des entreprises (en Md€ et en %)

Source : Etats S25.01

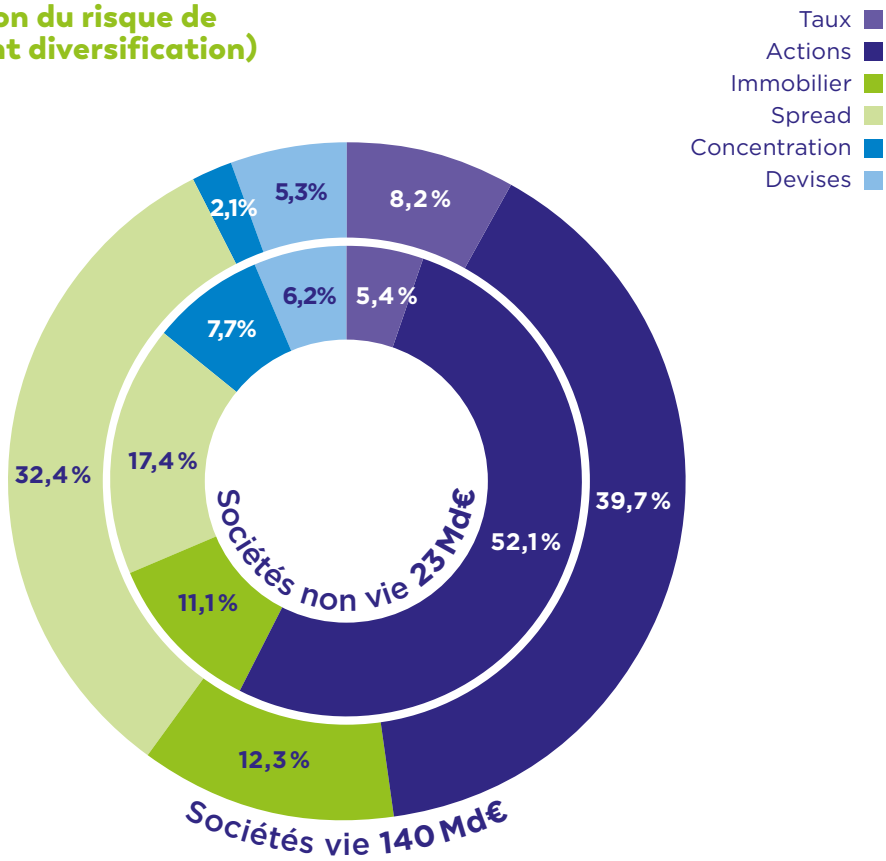
	Fin 2018	Fin 2019	Variation
Ratio de solvabilité des entreprises vie/mixtes	**211%**	**259%**	**+48 pb**
• Fonds propres éligibles	**155,3**	**208,6**	**34,3%**
• SCR	**73,5**	**80,6**	**9,7%**
- Dont entreprises en formule standard	59,1	64,6	9,2%
- Dont entreprises en modèles internes	14,4	16,1	11,6%
Ratio de solvabilité des entreprises non-vie	**272%**	**270%**	**-2 pb**
• Fonds propres éligibles	**111,4**	**123,6**	**10,9%**
• SCR	**40,9**	**45,7**	**11,8%**
- Dont entreprises en formule standard	29,2	33,8	15,9%
- Dont entreprises en modèles internes	11,7	11,9	1,5%

Focus sur le risque de marché

Pour les acteurs qui utilisent la formule standard pour calculer leur SCR, le module « risque de marché » est particulièrement déterminant. Il contribue à 81% de la mesure du SCR en assurance vie et à 47% en assurance non-vie. Compte tenu de la composition des portefeuilles d'actifs, ce sont les actifs des entreprises (actions et spread des obligations corporate) qui pèsent le plus dans la détermination du risque de marché (cf. graphique).

Note de lecture : le risque de marché est évalué à 23 Md€ pour les entreprises non-vie en formule standard. La détention d'actions représente 52,1% de ce risque de marché.

Décomposition du risque de marché (avant diversification)



L'activité des assureurs français à l'international

En 2019, le chiffre d'affaires à l'étranger de l'assurance et de la réassurance française a progressé de 7,1% pour s'établir à 137,2 Md€. Cette forte progression se retrouve principalement en Union Européenne, en particulier portée par le développement d'activité de quelques groupes en Irlande et au Luxembourg, dont le marché progresse respectivement de 6,8% et 44,7%. Dans son rapport sigma 4/2020, Swiss Re indique que « le Royaume-Uni devant quitter l'UE, les assureurs continuent de déménager dans des pays de l'Espace économique européen, comme le Luxembourg, où le volume des primes (en non-vie) a presque triplé ». Le reste de cette hausse se retrouve en Amérique du Nord et en Amérique Latine où l'activité a été soutenue en

Répartition du chiffre d'affaires étranger des assureurs français en 2019

Source : FFA

	2018 en Md€	2019 en Md€	2019 en %	Évolution
Ensemble	**128,0**	**137,2**	**100%**	**7,1%**
Union Européenne (hors France)	**62,6**	**69,4**	**50,6%**	**10,9%**
Italie	20,9	22,0	16,0%	5,5%
Allemagne	13,4	13,5	9,9%	1,0%
Royaume-Uni	8,5	8,8	6,4%	3,5%
Luxembourg	6,3	10,4	7,6%	64,6%
Espagne	4,4	4,2	3,1%	-4,3%
Belgique	3,9	3,8	2,8%	-2,2%
Irlande	1,7	2,8	2,0%	67,3%
Pologne	1,0	0,9	0,7%	-1,5%
Hongrie	0,4	0,4	0,3%	4,0%
Autres	2,2	2,6	1,9%	15,4%
Amérique du Nord	**26,0**	**29,3**	**21,3%**	**12,8%**
Asie	**15,3**	**16,3**	**11,9%**	**6,6%**
Europe (hors UE)	**12,4**	**8,9**	**6,5%**	**-28,0%**
Amérique latine	**9,6**	**11,1**	**8,1%**	**15,0%**
Afrique et Proche-Orient	**1,8**	**1,8**	**1,3%**	**0,1%**
Océanie	**0,4**	**0,4**	**0,3%**	**11,2%**

2019. Dans le reste de l'Europe la tendance est à la baisse principalement en Suisse. L'Union européenne reste encore de loin la principale zone d'activité à l'étranger des assureurs français, avec une part du chiffre d'affaires étranger de 50,6 %. Suivent ensuite l'Amérique du Nord à 21,3 % (+1 point) et l'Asie restant à 11,9 % .

En Union Européenne, la croissance du marché en 2019 est de 4,2 %. Parmi les principaux marchés, le marché allemand est le plus dynamique avec une croissance de +5,1 %, devant l'Italie (4,0 %) et la France (3,8 %). Notons la faible croissance du Royaume-Uni, pénalisé par le transfert de sièges sociaux dans d'autres pays communautaires suite au Brexit (Luxembourg, Irlande...)

Part de marché des principaux pays de l'UE en 2019

Sources : FFA (données France), Swiss Re

Pays européens	2018 en Md€	2019 en Md€	2019 en %	Évolution
Union Européenne	**1 318,9**	**1 373,9**	**100,0 %**	**4,2 %**
Royaume-Uni	322,4	327,2	23,8 %	1,5 %
France (données FFA)	219,6	227,9	16,6 %	3,8 %
Allemagne	207,2	217,8	15,9 %	5,1 %
Italie	144,1	149,9	10,9 %	4,0 %
Pays-Bas	73,2	74,7	5,4 %	2,1 %
Espagne	63,7	63,4	4,6 %	-0,5 %
Irlande	61,4	65,5	4,8 %	6,8 %
Autres	227,3	247,3	18,0 %	8,8 %

Cahier statistique

LES DONNÉES TECHNIQUES

Les cotisations PAGE 26
Les prestations PAGE 29

LES DONNÉES COMPTABLES

L'ensemble des sociétés d'assurance PAGE 30
Les sociétés d'assurance vie et mixtes PAGE 31
Les sociétés d'assurance non vie PAGE 33

Les effectifs de l'assurance
PAGE 35

L'environnement économique et financier
PAGE 36

LES DONNÉES TECHNIQUES

Les cotisations

Ensemble des cotisations

(affaires directes, en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Assurances de personnes	149,1	156,3	155,4	157,1	163,4	169,4
Assurances de biens et de responsabilité	51,2	52,4	53,3	54,6	56,2	58,6
Total	**200,3**	**208,7**	**208,6**	**211,7**	**219,6**	**227,9**

Les cotisations en assurances de personnes[1]

(affaires directes, en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation	**118,1**	**124,4**	**122,6**	**122,9**	**127,5**	**131,8**
Les assurances en cas de vie	110,6	117,0	115,3	115,8	118,3	121,3
Les contrats de capitalisation	7,5	7,4	7,3	7,2	9,2	10,5
Les assurances en cas de décès, de maladie ou d'accidents corporels	**31,0**	**31,8**	**32,8**	**34,2**	**35,8**	**37,5**
Les assurances en cas de décès	10,9	11,1	11,3	11,7	12,2	12,7
Les assurances maladie et accidents corporels	20,1	20,8	21,5	22,5	23,7	24,8
Total	**149,1**	**156,3**	**155,4**	**157,1**	**163,4**	**169,4**
Part en % de l'ensemble du marché	**74,4**	**74,9**	**74,5**	**74,2**	**74,4**	**74,3**

Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation						
Supports en unités de compte[2]	20,7	28,0	28,1	38,4	38,8	40,1
Supports en euros	97,3	96,5	94,5	84,5	88,7	91,7

[1] Les assurances de personnes comprennent les assurances en cas de vie et en cas de décès, les contrats de capitalisation et les assurances de dommages corporels (assurances en cas de maladie ou d'accident corporel autre qu'automobile. Ces derniers figurent dans les états comptables des sociétés d'assurances de dommages).

[2] Y compris les supports eurocroissance.

Les cotisations en assurances de biens et de responsabilité

(affaires directes, en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Automobile	20,1	20,4	20,8	21,4	22,1	22,8
Dommages aux biens						
• Particuliers	9,7	10,0	10,2	10,5	10,8	11,3
• Professionnels	6,2	6,3	7,6	7,7	7,9	8,2
• Agricoles	1,2	1,2				
Transports	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,1
Responsabilité civile générale	3,6	3,6	3,6	3,7	3,7	3,8
Construction	2,2	2,1	2,1	2,1	2,2	2,3
Catastrophes naturelles	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7
Divers (crédit, protection juridique, assistance)	5,7	6,1	6,5	6,8	7,0	7,5
Total	**51,2**	**52,4**	**53,3**	**54,6**	**56,2**	**58,6**
Part en % de l'ensemble du marché	**25,6**	**25,1**	**25,5**	**25,8**	**25,6**	**25,7**

Les cotisations selon la forme de distribution

(en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Sociétés vie, de capitalisation et mixtes						
• Réseaux de bancassurance	64	64	65	64	65	n.d.
• Agents généraux	6	6	6	6	6	n.d.
• Courtiers	11	11	11	11	11	n.d.
• Salariés	15	15	15	15	14	n.d.
• Autres modes	4	4	3	4	4	n.d.
Sociétés dommages						
• Réseaux de bancassurance	13	13	14	15	15	n.d.
• Agents généraux	34	34	33	31	32	n.d.
• Courtiers	18	18	17	17	18	n.d.
• Salariés	2	2	1	1	1	n.d.
• Sociétés sans intermédiaires	32	32	33	34	32	n.d.
• Autres modes	1	1	2	2	2	n.d.

La part des sociétés étrangères dans les cotisations

(en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des sociétés						
• Succursales	1,6	1,8	2,0	1,9	1,7	1,5
• Filiales	17,8	18,0	16,9	17,5	17,4	18,1
• Ensemble	19,4	19,9	18,2	19,4	19,1	19,6
Sociétés vie, de capitalisation et mixtes						
• Succursales	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1
• Filiales	17,6	17,7	16,5	17,3	17,1	18,6
• Ensemble	17,9	18,1	16,8	17,6	17,3	18,8
Sociétés dommages						
• Succursales	4,6	5,0	5,7	5,4	5,1	4,6
• Filiales	18,2	18,6	17,9	17,9	17,9	18,4
• Ensemble	22,8	23,6	23,6	23,3	23,1	23,1

Le chiffre d'affaires mondial

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Sociétés vie, de capitalisation et mixtes	Md€	158,1	164,8	176,8	167,8	174,7	183,6
	Variation en %	9,6 %	4,2 %	7,3 %	-5,1 %	4,1	5,1
Sociétés dommages	Md€	74,2	74,0	75,1	78,7	80,6	86,7
	Variation en %	1,8 %	-0,3 %	1,5 %	4,8 %	2,5	7,5
Ensemble des sociétés agréées[1]	Md€	232,3	238,7	251,9	246,5	255,3	270,3
	Variation en %	7,0 %	2,8 %	5,5 %	-2,1 %	3,6	5,9
Filiales d'assurance à l'étranger	Md€	93,5	95,7	95,4	95,2	105,5	112,8
	Variation en %	2,3 %	2,4 %	-0,3 %	-0,2 %	10,8	6,9
Sociétés de réassurance et filiales	Md€	20,8	33,0	23,8	27,0	26,9	26,6
	Variation en %	-5,0 %	58,7 %	-27,9 %	13,4 %	-0,4	-1,0
Chiffre d'affaires mondial	**Md€**	**346,6**	**367,4**	**371,1**	**368,7**	**387,7**	**409,7**
	Variation en %	**4,9**	**6,0**	**1,0**	**-0,6**	**5,2**	**5,7**

[1] Ce chiffre d'affaires inclut les affaires directes, les acceptations en réassurance et l'activité en LPS ou des succursales.

LES DONNÉES TECHNIQUES

Les prestations

Ensemble des prestations

(affaires directes, en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Assurances de personnes	121,5	128,1	133,7	143,3	135,8	141,6
Assurances de biens et de responsabilité (1)	36,9	34,8	38,5	39,1	39,2	42,1
Total	**158,4**	**162,9**	**172,2**	**182,5**	**174,9**	**183,7**

(1) Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres.

Les prestations en assurances de personnes

(affaires directes, en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Assurances en cas de vie et contrats de capitalisation	102,3	107,7	112,4	121,9	113,6	118,0
Assurances en cas de décès	4,1	4,3	4,5	4,4	4,7	4,7
Maladie et accidents corporels[2]	15,1	16,1	16,8	17,0	17,6	18,9
Total	**121,5**	**128,1**	**133,7**	**143,3**	**135,8**	**141,6**

[2] Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres.

Les prestations[3] en assurances de biens et de responsabilité

(affaires directes, en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Automobile	17,1	16,9	17,8	17,5	17,6	18,7
Dommages aux biens						
• Particuliers	6,9	6,5	6,5	7,0	7,6	7,8
• Professionnels et agricoles	4,4	3,8	4,8	4,3	4,9	5,5
Transports	0,5	0,5	0,6	0,3	0,4	0,6
Responsabilité civile générale	2,4	1,7	2,8	2,5	2,6	2,7
Construction	2,1	2,1	1,9	1,8	1,6	1,6
Catastrophes naturelles	0,8	0,9	1,3	2,9	1,5	2,2
Divers (crédit, protection juridique, assistance)	2,7	2,4	2,8	2,8	2,9	3,1
Total	**36,9**	**34,8**	**38,5**	**39,1**	**39,2**	**42,1**

[3] Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres.

LES DONNÉES COMPTABLES

L'ensemble des sociétés d'assurance

Encours des placements et évolution annuelle

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Valeur au bilan	Md€	1890,9	1982,4	2103,0	2181,3	2 219,8	2 344,4
	Variation en %	5,4%	4,8%	6,1%	3,7%	1,8%	5,6%
Valeur de marché	Md€	2143,9	2213,7	2349,7	2428,4	2412,3	2616,2
	Variation en %	10,6%	3,3%	6,1%	3,3%	-0,7%	8,5%
Plus-values latentes	Md€	253,0	231,3	246,7	247,1	192,6	271,8

Y compris la trésorerie depuis 2016

Structure des placements

(en valeur de bilan)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Obligations et OPCVM à revenu fixe	70,6%	69,6%	69,6%	68,0%	67,7%	66,6%
Actions et OPCVM à revenu variable	21,7%	22,2%	22,2%	23,4%	22,7%	23,4%
Immobilier	3,7%	4,0%	4,3%	4,7%	5,0%	5,3%
Prêts et autres actifs	3,9%	4,2%	3,9%	4,0%	4,6%	4,7%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

LES DONNÉES COMPTABLES

Les sociétés d'assurance vie et mixtes

Chiffres clés

(en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Provisions techniques brutes au bilan	1 636,3	1 713,3	1 783,0	1 844,5	1863,9	1969,0
Fonds propres[1]	66,1	70,9	73,4	76,5	79,1	82,6
Ratio : fonds propres et plus-values latentes / provisions techniques (%)	16,6	14,7	15,1	14,7	12,3	15,5
Part des unités de compte dans les provisions techniques au bilan (%)	16,3	17,0	17,8	19,7	18,8	20,5
Plus-values latentes	210,8	187,9	202,1	200,9	150,1	223,4

[1] Y compris résultat de l'exercice

Encours des placements[2] et évolution annuelle

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Valeur au bilan	Md€	1 724,3	1 815,3	1 921,7	1 991,5	2 022,7	2 141,0
	Variation en %	5,5 %	5,3 %	5,9 %	3,6 %	1,6%	5,8%
Valeur de marché	Md€	1 935,1	2 003,2	2 123,8	2 192,4	2172,7	2364,3
	Variation en %	11,0 %	3,5 %	6,0 %	3,2 %	-0,9%	8,8%
Plus-values latentes	Md€	210,8	187,9	202,1	200,9	150,1	223,4

[2] Y compris la trésorerie depuis 2016

Structure des placements

(en valeur de bilan)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Obligations et OPCVM à revenu fixe	71,7%	70,6%	70,4%	68,7%	68,5%	67,3%
Actions et OPCVM à revenu variable	22,1%	22,8%	22,2%	23,5%	22,7%	23,5%
Immobilier	3,5%	3,7%	4,0%	4,4%	4,8%	5,1%
Prêts et autres actifs	2,7%	2,9%	3,4%	3,4%	3,9%	4,0%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Les résultats

(en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
COMPTE TECHNIQUE VIE						
Cotisations acquises[1]	136,3	134,7	138,6	140,8	147,5	153,6
Produits nets des placements[2]	48,4	50,1	45,6	46,1	43,0	43,3
Ajustement Acav	13,9	10,4	7,9	18,1	-30,4	49,3
Autres produits techniques	1,5	1,8	1,6	1,5	1,6	1,7
Sous-total A	**200,1**	**197,0**	**193,7**	**206,6**	**161,7**	**247,9**
Charges des sinistres	107,6	99,5	99,5	131,6	120,7	125,1
Charges des provisions techniques	31,2	33,0	34,1	15,1	-17,4	64,4
Participation aux résultats	41,4	42,3	37,6	37,3	34,3	32,9
Frais d'acquisition et d'administration	13,0	13,5	13,9	14,3	14,7	15,5
Autres charges techniques	1,2	1,2	1,3	1,1	1,2	1,3
Sous-total B	**194,4**	**189,6**	**186,3**	**199,3**	**153,4**	**239,2**
Résultat technique vie A-B	**5,7**	**7,5**	**7,4**	**7,2**	**8,2**	**8,7**
Résultat technique non vie[3]	**0,2**	**0,1**	**-0,3**	**0,2**	**0,3**	**0,1**
COMPTE NON TECHNIQUE						
Produits des placements alloués	1,8	1,8	1,6	1,7	1,8	1,6
Autres éléments du compte non technique	-2,5	-2,7	-2,1	-2,7	-2,8	-3,1
Résultat net comptable	**5,1**	**6,6**	**6,6**	**6,4**	**7,5**	**7,3**

[1] Opérations nettes de réassurance.
[2] Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values) moins les produits des placements transférés au compte non technique.
[3] Activités en dommages corporels des sociétés mixtes

LES DONNÉES COMPTABLES

Les sociétés d'assurance non vie

Chiffres clés

(en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio combiné[1] (affaires directes)	99,0	97,5	98,5	97,6	96,3	96,8
Fonds propres[2]	46,1	48,7	49,4	53,7	57,1	58,6
Ratio : fonds propres/cotisations nettes de réassurance (%)	76,1	81,1	84,1	85,4	90,3	87,8
Provisions techniques brutes de réassurance	143,9	143,2	146,6	156,7	159,9	169,1
Plus-values latentes	42,2	43,4	44,6	46,2	42,5	48,4

[1] après réassurance, y compris dommages corporels
[2] Y compris résultat de l'exercice

Encours des placements[3] et évolution annuelle

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Valeur au bilan	Md€	166,6	167,1	181,3	189,7	197,1	203,5
	Variation en %	4,5%	0,3%	8,5%	4,6%	3,9%	3,2%
Valeur de marché	Md€	208,8	210,5	225,9	235,9	239,6	251,9
	Variation en %	7,4%	0,8%	7,3%	4,4%	1,5%	5,1%
Plus-values latentes	Md€	42,2	43,4	44,6	46,2	42,5	48,4

[3] Y compris la trésorerie depuis 2016

Structure des placements

(en valeur de bilan)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Obligations et OPCVM à revenu fixe	60,7%	61,0%	60,9%	60,1%	59,6%	58,6%
Actions et OPCVM à revenu variable	24,7%	23,7%	22,7%	22,5%	22,3%	22,2%
Immobilier	6,6%	6,8%	6,6%	6,8%	7,0%	6,8%
Prêts et autres actifs	8,0%	8,5%	9,7%	10,6%	11,1%	12,5%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Les résultats

(en Md€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
COMPTE TECHNIQUE						
Cotisations acquises[1]	60,5	59,7	57,7	62,1	62,8	65,9
Produits des placements alloués	4,3	3,9	3,4	3,9	3,8	3,4
Autres produits techniques	0,8	0,8	0,7	0,7	0,9	0,8
Sous-total A	**65,6**	**64,4**	**61,8**	**66,7**	**67,6**	**70,2**
Charges des sinistres[2]	44,0	42,0	42,4	44,6	44,7	46,8
Frais d'acquisition et d'administration	14,5	14,5	13,9	14,9	15,0	16,5
Autres charges techniques	2,8	3,0	1,7	1,9	2,1	2,0
Sous-total B	**61,3**	**59,5**	**58,0**	**61,4**	**61,8**	**65,3**
Résultat technique A-B	**4,3**	**4,9**	**3,8**	**5,3**	**5,8**	**4,9**
COMPTE NON TECHNIQUE						
Produits nets des placements[3]	1,4	1,4	1,3	1,7	1,7	1,7
Autres éléments du compte non technique	-2,0	-2,2	-1,9	-2,7	-2,2	-2,7
Résultat net comptable	**3,6**	**4,1**	**3,2**	**4,2**	**5,3**	**3,9**

[1] Opérations nettes de réassurance.
[2] Y compris les dotations aux provisisons techniques
[3] Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values) moins les produits des placements transférés au compte technique

Les effectifs de l'assurance

Les effectifs salariés de la profession de l'assurance

Source : ACOSS

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble	**246 688**	**248 870**	**250 777**	**250 456**	**252 119**	**255 046**
Assurance (code 65 de la NAF)	158 245	157 884	156 895	156 212	155 529	155 070
Activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite (code 66.2 de la NAF)	88 443	90 986	93 882	94 244	96 590	99 976
• dont évaluation des risques et dommages (code 66.21Z de la NAF)	10 061	10 203	10 380	10 814	11 465	11 715
• dont activités des agents et courtiers d'assurances (code 66.22Z de la NAF)	70 304	72 521	72 905	73 086	74 659	75 709
• dont autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite (code 66.29Z de la NAF)	8 078	8 262	10 597	10 344	10 466	12 552

Les effectifs des sociétés d'assurance[1]

Source : FFA

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Effectif Total	**146 600**	**147 100**	**146 200**	**146 800**	**148 600**	**147 600**
• dont administratifs	130 200	131 300	131 500	132 600	134 900	134 800
• dont commerciaux itinérants	16 400	15 800	14 700	14 200	13 700	12 800
Part des Femmes	**60,2%**	**60,2%**	**60,4%**	**60,6%**	**60,7%**	**60,4%**
• dont administratifs	63,7%	63,7%	63,4%	63,4%	63,4%	62,7%
• dont commerciaux itinérants	32,3%	32,9%	33,3%	34,1%	34,1%	35,2%
Part des Cadres	**45,6%**	**46,0%**	**47,6%**	**48,4%**	**49,6%**	**50,3%**
• dont administratifs	46,9%	46,3%	49,0%	49,7%	50,8%	51,6%
• dont commerciaux itinérants	35,4%	36,7%	35,4%	36,4%	38,4%	36,7%

[1] Les salariés recensés ici sont ceux qui travaillent pour des organismes appliquant les conventions collectives nationales de l'assurance dans les sociétés d'assurance ou de réassurance, dans les succursales adhérentes à la FFA ou encore dans les organismes satellites en lien avec l'assurance.

L'environnement économique et financier

Les flux de placements financiers des ménages

Source : Banque de France

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total (en Md€)	**71,3**	**122,5**	**76,8**	**95,0**	**97,3**	**140,0**
Variation en %	-2,7	71,9	-37,3	23,7	2,4	43,9
Répartition en millions d'euros						
Liquidités[1]	19 498	45 529	52 154	63 325	64 842	81 983
Titres	-1 818	26 612	-16 028	-6 616	-6 523	7 013
Assurances	53 593	50 361	40 651	38 271	38 965	51 019

[1] Y compris OPCVM monétaires

L'encours des placements financiers des ménages

Source : Banque de France

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total (en Md€)	**4 297,8**	**4 557,6**	**4 847,5**	**5 059,9**	**4 989,7**	**5 451,5**
Variation en %	3,1	6,0	6,4	4,4	-0,9	9,3
Répartition en %						
Liquidités	30,3	29,6	28,3	28,4	30,1	29,1
Titres	29,9	31,5	30,5	31,5	29,7	30,9
Assurances	39,8	39,0	41,1	40,1	40,2	40,0

Les marchés financiers

Source : Banque de France

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux du marché monétaire[2] Eonia	0,1	-0,1	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4
Taux à 3 mois[2] Euribor	0,2	0,0	-0,3	-0,3	-0,3	-0,4
Taux de rendement des emprunts d'Etat à long terme[2] TME	1,7	0,9	0,5	0,8	0,8	0,2
Indice du cours des actions françaises[3] CAC 40	4 272,8	4 637,1	4 862,3	5 312,6	4 730,7	5 978,1
Indice du cours des actions européennes[3] EuroStoxx 50	3 146,4	3 288,0	3 290,5	3 504,0	3 001,4	3 745,2

[2] Moyenne sur l'année.
[3] Dernière valeur de l'année.

07/2020 - Design graphique : Vanessa Vansteelandt

Fédération Française
de l'Assurance

26, boulevard Haussmann
75311 Paris Cedex 09

Rue Montoyer 51
1000 Bruxelles

ffa-assurance.fr
@FFA_assurance